



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 2005

Groupement enseignement général

CE
Dominique LUCHEZ
D3

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 1 : en vue de préparer une visite de votre Chef d'état-major, il vous est demandé de faire un bilan géopolitique intérieur et périphérique de la Russie.

Le processus de transition auquel doit faire face la Russie depuis 1991 se révèle extrêmement complexe. La durée de l'expérience communiste, la dimension du territoire russe, le poids d'une population de 145 millions d'habitants, l'hétérogénéité du peuple russe sont autant de facteurs qui rendent très difficiles le changement. La Russie est sortie considérablement affaiblie de l'époque soviétique et connaît encore aujourd'hui une période de transition douloureuse et toujours inachevée vers l'Etat de droit, la reconstruction de son appareil d'Etat et l'économie de marché.

La désintégration de la Russie a été annoncée à de nombreuses reprises depuis 1991, elle ne s'est pas produite, malgré les crises politiques et les difficultés économiques que connaît le pays. Reste que la Russie véhicule l'image d'un pays en proie à l'instabilité, et il est certain que les facteurs susceptibles de le bouleverser sont nombreux.

Ainsi, dans un premier temps, on verra que sur le plan intérieur les difficultés de la transition vers la démocratie et l'économie de marché ont abouti à une remise en cause et au contournement par des acteurs non-étatiques d'un Etat russe déficient, même si aujourd'hui le président Poutine a réussi à limiter le pouvoir des oligarques et des gouverneurs, et au prix d'une certaine mise à mal de la liberté d'expression. Il conviendra de souligner ensuite, en matière de géopolitique périphérique, la nécessité pour la Russie d'un environnement extérieur stable afin de se concentrer sur le redressement intérieur. Il s'agit aussi d'éviter le risque d'isolement auquel avait déjà conduit une volonté trop affirmée par rapport aux moyens de peser sur les affaires du monde.

I.) GEOPOLITIQUE INTERIEURE DE LA RUSSIE.

A.) Les acteurs.

* Le pouvoir politique

Elu en mars 2000, Vladimir Poutine a mis en place un train de réformes politiques et juridiques destinées à assurer la primauté de l'Etat et de la loi. Le pouvoir des oligarques

et des grands barons de province est brisé au profit de la restauration de l'autorité fédérale. Un mouvement parfois critiqué à l'extérieur mais qui répond à une tradition historique russe. Les territoires doivent se soumettre aux décisions fédérales. Le pouvoir fiscal des autorités locales est réduit à néant au profit de l'autorité fédérale.

Véritable homme fort du régime et réélu pour un second mandat en 2004, Poutine jouit d'une bonne popularité auprès de la population, lui assurant ainsi une stabilité politique. Face à lui, le Parlement, composé d'une chambre haute, le Conseil de la Fédération, et d'une chambre basse, la Douma, ne jouit que de pouvoirs limités qui en font une simple chambre d'enregistrement.

Cette reprise en main de l'appareil d'état se fait cependant aux dépens de la liberté d'expression. Dès septembre 2000, Poutine s'est doté d'une «doctrine de sécurité en matière d'information» annonçant la reprise en main politique des médias. Le conflit en Tchétchénie n'a plus été couvert par des journalistes russes et ceux qui pouvaient se rendre sur la ligne de front ne pouvaient le faire qu'en étant accompagnés. Radios nationalisés, télévisions contrôlés par des groupes proches de Poutine et autocensure sont le lot quotidien des médias russes.

* Les mafias russes : l'Etat pillé

La situation politique et économique chaotique traversée par la Russie a favorisé le développement du crime organisé et l'essor des mafias russes (environ 5 000 clans représentant plus de 20 000 personnes et 30 000 meurtres imputés¹). Les groupes criminels russes se sont principalement développés grâce au pillage de l'Etat et au détournement de l'argent public. Ainsi, selon le ministère des Affaires intérieures de Russie, 80% des parrains russes seraient d'anciens directeurs d'usine ou d'anciens hauts fonctionnaires qui ont profité des privatisations pour s'approprier des entreprises et des biens publics, et entretiennent depuis lors la rente de situation dont ils bénéficient grâce à la corruption et à l'absence de cadre juridique cohérent entourant l'activité économique. Face à un Etat encore soumis à la corruption et qui ne dispose pas des moyens suffisants pour lutter contre elles, les mafias constituent une menace pour l'indépendance de l'Etat.

* L'armée : l'Etat menacé ?

L'institution militaire a traversé une crise d'identité après les humiliations subies en Afghanistan et en Tchétchénie. C'est pourquoi le pouvoir politique a tenté d'établir un véritable contrôle sur l'institution militaire, en la réformant. Cependant, ce processus de réforme de l'institution est extrêmement lent, faute de moyens financiers et de consensus suffisant. Il en résulte la permanence d'un appareil militaire lourd et peu opérationnel. Le vieillissement des systèmes d'armes conventionnels et la reconversion d'une partie de l'arsenal nucléaire constituent en outre un phénomène inquiétant, tout comme le transfert de technologie russe non contrôlée (nucléaire, balistique, etc.) vers des pays proliférants. La Russie ne peut plus être considérée comme une puissance militaire de premier rang en dehors du domaine des armes de destructions massives.

B.) Les déterminants économiques et sociaux.

* Le redémarrage de l'économie.

Depuis la crise de 1998, la Russie connaît une croissance remarquable de son économie. (PIB + 7,3 % en 2003 même s'il reste inférieur à celui des années 90). Poutine s'est fixé comme objectif de doubler le PIB d'ici 2010, ce qui semble tout à fait possible à la lumière des derniers résultats économiques et des rentrées fiscales de l'Etat. La Russie participe au G7 depuis 1997 et assurera en 2006 pour la première fois la présidence du G8. Les investissements étrangers restent cependant peu élevés, limitant ainsi sa participation à la globalisation.

Ces bons résultats sont le fruit de l'exploitation de ses ressources pétrolières et minières, (la Russie détient les 1/7ème des réserves de pétrole mondiales et est devenue, depuis 2003, le premier producteur mondial de brut, devant l'Arabie Saoudite, avec 8,69 millions de barils par jour. Elle détient 19 % des ressources mondiales de charbon, et d'un tiers des réserves mondiales de gaz naturel dont elle est le premier exportateur mondial) ainsi que de la reprise de secteurs comme l'agroalimentaire et la pétrochimie.

¹ D'après « Géopolitique, constantes et changements » dans l'histoire p 780. A. CHAUPRADE

* Les défis sociaux.

Le niveau de vie de la population traduit une très grande pauvreté renforcée aujourd'hui par des inégalités accrues. La démographie connaît un déclin appuyé tandis que l'état de santé de la population s'est délabré de manière accélérée, avec de grandes incertitudes notamment en matière épidémiologique (sida, etc.). Ainsi, pour une population de 145 millions d'habitants en 2001 (contre 148 millions en 1992), les projections à cinquante ans laissent présager, si la tendance est maintenue, une régression à 100 millions d'habitants.

Ce bilan des déterminants géopolitiques internes de la Russie souligne de manière flagrante les faiblesses d'un pays qui s'efforce de sortir d'une période d'errements internes et politiques, auxquelles se sont ajoutées de réelles difficultés économiques et sociales. Ce désir de sortir au plus vite de cette impasse et de peser à nouveau dans les relations internationales apparaît également dans ses relations périphériques.

II.) GEOPOLITIQUE PERIPHERIQUE DE LA RUSSIE.

* L'échec de la CEI

A l'issue de l'effondrement de L'URSS en 1991, la Russie s'est efforcée de bâtir un système d'alliances qui lui permettrait de rester une grande puissance et d'éviter le sort commun aux empires disparus. La CEI, dont elle est le centre et le ciment devait favoriser cet objectif. La création de la CEI se justifiait aussi par la nécessité de gérer la question de la détention nucléaire et parce que une association entre toutes les anciennes républiques de l'Union apparaît indispensable compte tenu des dépendances économiques héritées de l'URSS. La désagrégation de l'URSS a privé la Russie des industries, installations stratégiques, débouchés maritimes qui dépendent depuis de pays indépendants. Grâce à la CEI, la Russie pensait pouvoir veiller à ses intérêts stratégiques.

Dans les faits, cette tentative s'est soldée par un échec qui a laissé place à une forme plus traditionnelle de coopération bilatérale. On peut toutefois noter que tous ces pays sont dépendants de la Russie, soit économiquement, soit du fait de leur enclavement. La souveraineté politique de ces pays passe par une bonne santé économique, et donc par la Russie. On peut alors comprendre les tensions éventuelles par rapport aux incursions des Etats-Unis dans ces pays dans le cadre de sa lutte anti-terrorisme.

* La persistance des problèmes sécuritaires.

Aux crises locales persistantes dans le Caucase (Tchéchénie, Abkhazie, Ossétie, Haut-Karabakh) et en Asie centrale sont également venus s'ajouter de nouveaux facteurs d'insécurité régionale : terrorisme, islamisme, criminalité organisée, trafic de drogues et prolifération des armes de destruction massive notamment.

En outre deux problèmes, susceptibles de rendre délicates les relations entre la Russie et certaines républiques persistent: d'une part des minorités russes (*25 millions de Russes vivent dans les anciennes républiques soviétiques, où ils sont souvent des citoyens de seconde zone*) vivent sur les territoires des ex-républiques soviétiques. La Russie n'est cependant pas en mesure d'accueillir ses minorités, et compte au contraire sur leur présence pour maintenir une certaine influence sur les républiques voisines. D'autre part des conflits territoriaux apparaissent, susceptibles d'envenimer ses relations avec certaines ex-républiques soviétiques. Il y a de nombreuses contestations en Estonie (région de Narva), en Ukraine (régions de Donbass et de Kharkov), ou au Kazakhstan (région des « terres vierges », régions minières du nord).

* Les relations sino-russes

Les relations actuelles sino-russes sont caractérisées par une volonté de rapprochement stratégique évidente. Ces deux pays entendent tirer un profit mutuel d'un partenariat solide et durable. Ainsi, la Russie constitue le premier fournisseur d'équipements militaires de la Chine (avions de combat Sukhoi ..). La question énergétique pourrait cependant contrarier le rapprochement de ces deux pays, surtout si la Sibérie tend à se dépeupler et se "dérussifier", au profit de la Chine. L'écroulement démographique de la Russie pourrait ainsi profondément modifier la donne de l'Eurasie, en faveur de nouvelles puissances, comme l'Inde, la Chine, voire le Pakistan.

Ainsi, on peut légitimement estimer que la Russie est en train de relever un véritable défi tant sur le plan intérieur que périphérique. Elle a besoin d'une part d'un environnement extérieur stabilisé afin de réussir d'autre part son redressement interne. Cette « navigation à vue » laisse espérer une Russie stabilisée même si elle ne permet pas d'envisager, à l'horizon de la décennie, la reconstruction affermie d'un Etat central ni la refonte d'un système de défense et de sécurité adapté au nouvel environnement de la Russie. En outre, même si l'acteur global russe est considérablement affaibli, la tentation est encore forte de faire une politique de puissance régionale et d'interventionnisme en jouant de la fragilité des voisins.